

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 9 mars 2026

Faits saillants

- La Suisse fait partie des pays visés par les nouvelles enquêtes de l'administration américaine concernant les excédents structurels manufacturiers.
- Les exportations suisses de matériel de guerre ont nettement augmenté en 2025, s'élevant à 948 M CHF (+43% par rapport à 2024).
- Le conflit au Moyen-Orient a provoqué une hausse des prix du carburant en Suisse.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/03	Var. vs 06/03
<i>EUR/CHF</i>	0,9023	- 0,3 %
<i>USD/CHF</i>	0,7805	+ 0,2 %
<i>SMI</i>	12 739	- 3,4 %
<i>Taux 10a</i>	0,421 %	+ 7 pb

Macroéconomie

Droits de douane américains : De même que l'UE, la Suisse est visée par une enquête de l'administration américaine relative aux excédents structurels manufacturiers (Section 301 du Trade Act de 1974). [Annoncée](#) le 11 mars, cette enquête pourrait mener à l'instauration de nouveaux droits de douane d'ici le 24 juillet 2026, de sorte à remplacer les droits de douane temporaires qui expireront ce même jour. A la suite de l'annonce de la Cour suprême du 20 février 2026, la Confédération avait décidé de poursuivre ses négociations en vue d'un accord bilatéral sur les droits de douane. L'exécutif n'a pas communiqué suite à l'ouverture de l'enquête, qui était attendue. D'autres enquêtes pourraient s'y additionner, notamment sur la tarification des produits pharmaceutiques au nom de la Section 301 et éventuellement sur de nouveaux secteurs spécifiques au nom de la Section 232 du Trade Expansion Act de 1962.

Votations : Lors de la [votation du 8 mars](#), le peuple suisse a accepté l'imposition individuelle ainsi que le contre-projet sur l'argent liquide et s'est opposé au fonds climat. La participation a été d'environ 55%.

Suivant l'avis des autorités, le peuple suisse a accepté l'imposition individuelle à 54,2% pour les couples mariés. Avec cette réforme, tous les contribuables déclareront leur revenu et leur fortune en propre, et le même barème fiscal s'appliquera à tous. Jusqu'alors, des méthodes différentes étaient utilisées selon le canton. Le « oui » est présenté comme une victoire pour les femmes. L'imposition individuelle des couples mariés devra entrer en vigueur au plus tard en 2032 afin que les cantons aient suffisamment de temps pour mettre en place le nouveau système.

L'initiative visant à créer un « fonds climat », alimenté chaque année à hauteur de 0,5 à 1% du PIB, a été sans surprise rejetée par 71% des votants. Selon ses concepteurs, ce fonds devait permettre de

financer la décarbonation et le renforcement de la biodiversité. La non précision des modalités de financement du fonds, son exclusion du « frein à la dette » ainsi que le recours à des subventions ont suscité de nombreuses critiques. Le rejet s'est avéré particulièrement fort en Suisse alémanique et dans les zones rurales.

Enfin, le contre-projet sur l'initiative sur l'argent liquide a été accepté avec 73,4% des voix : le franc et « la garantie d'approvisionnement en numéraire » seront inscrits dans la Constitution, une décision surtout symbolique qui ne change pas l'usage quotidien des paiements.

Hausse des prix de l'énergie : Le conflit au Moyen-Orient a provoqué une hausse des prix du carburant en Suisse : selon le radar du Touring Club Suisse, le prix du diesel a augmenté de +8,6% entre le 28 février et le 9 mars, atteignant 1,90 CHF le litre, tandis que le SP95 a augmenté de +3,7% sur la même période. Toutefois, le conseiller fédéral Albert Rösti considère que « nous ne sommes pas actuellement à la veille d'une crise énergétique ». A ce stade, aucune mesure officielle n'a été annoncée.

Secteurs non financiers

Défense : En 2025, les exportations de matériel de guerre suisse se sont élevées à 948,2 M CHF (cf. [communiqué](#)). Ces exportations étaient notamment destinées à l'Allemagne (40,7% du total) puis aux États-Unis (9,9%), la France est en revanche peu exposée (2,0%). Les exportations restent principalement orientées vers l'Europe (86,1%). Elles concernent notamment des munitions (43,2%), des blindés (23,7%) et des armes individuelles (10,4%). Ce chiffre confirme une nette reprise (+43% par rapport à 2024 à prix courants) mais reste à relativiser : le matériel de guerre ne représente que 0,21% des exportations suisses. Un assouplissement des règles en matière d'exportation de matériel de guerre a été [voté par le Parlement](#) en décembre 2025 mais reste soumis au délai référendaire. L'exécutif rappelle également que depuis le début du « conflit armé » en Iran, « aucune demande d'exportation de matériel de guerre vers les États-Unis n'a été approuvée ni refusée » et que les exportations vers l'Iran et Israël n'étaient déjà pas autorisées.

Energie nucléaire : Le 10 mars, le conseiller fédéral Albert Rösti a représenté la Suisse au deuxième Sommet sur l'énergie nucléaire à Paris (cf. [communiqué](#)). Les échanges ont porté sur le rôle de l'énergie nucléaire civile face aux grands défis en matière d'énergie, de climat et de souveraineté. Le conseiller fédéral a rappelé que l'énergie nucléaire constitue pour la Suisse un pilier important du mix énergétique à faibles émissions de carbone, pour autant qu'elle s'accompagne d'une gestion sécurisée des déchets radioactifs. Il a également souligné l'importance, pour la Suisse, de la coopération internationale, dans le respect de la souveraineté nationale.

Le lendemain, le conseil des Etats (chambre haute du Parlement) a adopté un contre-projet indirect à l'initiative « Stop au blackout ». Ce contre-projet consiste en l'abrogation des dispositions de la loi sur l'énergie nucléaire qui interdisent la création de nouvelles centrales nucléaires et la modification des centrales existantes. Il devrait être débattu au conseil national (chambre basse) et un vote populaire paraît probable.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL, Gabriel VIGNON

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay